



Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collègue Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier

combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'eau peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Augmentations générales !

Ni la direction de Suez ni les syndicats ne semblent pressés de communiquer sur les NAO. Nos collègues de la Sevesc n'ont pas commencé les leurs et n'ont même pas de date. Seules des rumeurs pas très réjouissantes nous parviennent. En attendant, l'inflation, nos loyers, nos factures, courent toujours.

Communiquons et mobilisons nous pour nos salaires : pour vivre décemment, il nous faut 400 € nets d'augmentation pour tous.

Marre de mariner

Alors que la fusion a été annoncée depuis des mois, avant même l'été dernier, nous sommes toujours dans l'incertitude sur les conséquences que cette réorganisation de la région Île-de-France auront sur l'organisation de notre travail. Sur le site du Pecq, la direction est aux abonnés absents et ne fait aucune communication.

Et il faudrait encore attendre la réunion du 8 février à Créteil, pour récolter les quelques bribes d'infos qu'ils voudront bien nous donner ? Nous avons droit à des réponses, discutons-en collectivement.

Champions... de la communication

Notre directeur régional a félicité la Sevesc pour ses économies d'énergie. L'agence de Trappes a été primée aux « Championnats de France » dans la « Ligue Bâtiments Tertiaires » sur le « Podium Division CUBE'SQY »... Des classements plutôt obscurs pour mettre en valeur un chiffre de 14,3 % d'économie d'énergie.

Nous ne sommes pas payés avec des remerciements et nous ne sommes pas les concurrents des collègues des autres sites ! Si la direction veut promouvoir l'esprit d'entreprise et la passion du challenge, très peu pour nous.

Dans le Pas-de-Calais, les eaux montent et la colère aussi !

Ce week-end, une manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes à Blendecques, venant des communes d'Arques, de Wizernes et d'autres villes sinistrées par cette deuxième vague d'inondations.

Permis de construire en zone inondable, canaux non entretenus et pompes d'évacuation des eaux insuffisantes : cette situation n'a rien d'une fatalité. La colère visait l'incurie des pouvoirs publics et les assureurs qui n'assument pas leurs responsabilités et ne sont toujours pas venus sur place. Les habitants ne peuvent compter que sur l'entraide entre voisins.

Avec une évidence, exprimée par une belle pancarte : « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé »... Autrement dit, si les gens touchés avaient été des riches, les choses se feraient beaucoup plus vite. En attendant, la population s'organise, à l'image du Soulèvement des Eaux de France et des nombreux collectifs qui sont en train de se créer.

Mayotte : au manque d'eau va s'ajouter le saccage de la nature

Pour ne plus avoir à distribuer chaque mois 17 millions de bouteilles d'eau, le préfet de Mayotte a décidé la construction d'une seconde usine de dessalement. Seul problème : le lieu choisi, à Ironi Bé, se trouve près d'une barrière de corail de 140 kilomètres de long, considérée comme un sanctuaire pour la bio-diversité marine. Jusqu'à présent les protestations des organisations écologistes, des riverains et de la députée locale sont restées sans réponse. Le préfet et le gouvernement s'obstinent, malgré la catastrophe écologique annoncée.

Affaire Naomi Musenga : l'opératrice du Samu mise en examen

Le 29 décembre 2017, Naomi Musenga, une jeune mère de famille strasbourgeoise d'origine africaine, souffrait de violentes douleurs au ventre. Elle a contacté le Samu, mais l'opératrice ne l'a pas prise au sérieux et se moquait d'elle tandis qu'elle agonisait. Elle est morte cinq heures plus tard.

La famille a porté plainte, et l'information judiciaire ouverte en 2018 a mené récemment à la mise en examen de l'opératrice pour « non-assistance à personne en danger ». L'enregistrement de la conversation téléphonique révèle le racisme vis-à-vis de celle qui appelait à l'aide... un racisme qui a tué.

Israël accusé de génocide dans la bande de Gaza par l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a saisi la Cour Internationale de justice, plus haute juridiction de l'ONU, et demande un cessez-le-feu immédiat. Si l'État israélien balaye les accusations du revers de la main, l'avocat palestinien a pointé la responsabilité des États européens qui « sont allés là-bas pour donner à Israël le feu vert à la poursuite des crimes. » Cent jours de bombardements ont fait plus de 24 000 morts, dont de nombreux enfants.

Quelle que soit la décision, les manifestations et les blocages de livraisons d'armes feront plus que tous les tribunaux pour Gaza – qui même avec un cessez-le-feu, resterait une prison à ciel ouvert.